



10,00 F

Conscription ou pas, nous sommes antimilitaristes!

SI LE POUVOIR A TOUJOURS existé, les réfractaires aussi! L'armée a donc toujours connu son lot de contestataires. Sans remonter aux premiers siècles de l'ère chrétienne, ou plus tôt encore, on peut citer l'année 1880. Le mouvement ouvrier se réorganise suite à la répression de la Commune de Paris (1871) et apparaît pour la première fois, souvent à l'initiative de militants anarchistes, des groupes antimilitaristes spécifiques. On peut noter par exemple la création de la « Ligue des antipatriotes » en 1881 ou de la « Ligue antimilitariste » en 1902 qui comptera jusqu'à 5000 adhérents. Entre ces deux dates il y eut l'affaire Dreyfus: pour la première fois une contestation naît au sein de l'armée.

Mais c'est surtout suite aux développements des idées socialistes que l'antimilitarisme prend un réel essor avec dès le début les contradictions que l'on ne cessera de rencontrer au XX^e siècle, et aujourd'hui encore. Les socialistes (sociaux-démocrates) pensaient transformer la structure de l'institution militaire pour la rendre plus démocratique, plus proche du peuple! Les radicaux, quant à eux, voulaient simplement humaniser la vie de la caserne. Mais c'est dans le mouvement révolutionnaire que l'antimilitarisme aura le plus de signification: « L'armée est un instrument qui soutient un système social détestable que l'on rejette. » L'armée est un instrument de maintien de l'ordre social, organisé par le pouvoir économique et politique, et casse de fait les luttes sociales; de la fusillade de Fourmies où la troupe tire sur un rassemblement de grévistes le 1^{er} mai 1891 jusqu'à l'intervention de l'armée qui repoussera un piquet de grève de nettoyeurs des gares parisiennes en 1996. Et c'est au sein des bourses du travail et de la CGT du début du siècle que l'antimilitarisme révolutionnaire se développera conséquemment. Lors du congrès d'Amiens de 1906, la CGT « approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui peut compromettre le pouvoir de la classe des possédants ». La première tactique, c'est la grève générale qui atteint directement le portefeuille de « nos » capitalistes tout en paralysant la société et en provoquant une crise politique.

ISSN 0026-9433 - N° 1069



Mais il y a aussi des actions moins connues vis-à-vis de la conscription avec entre autre le « manuel du soldat » qui à l'époque s'arrachait de mains en mains. Dans ce manuel, la CGT expose deux positions qui traverseront des libertaires dans les années 70: de l'insoumission (désertion) aux comités de soldats.

Diversité et divergences

Je ne peux pas en si peu de lignes résumer une histoire exhaustive du mouvement antimilitariste (lire à ce titre

l'annonce de l'arrêt de la conscription « notre combat est fini ». Cette mouvance n'a jamais pu construire de rapports de forces suffisants dans la mesure où elle s'opposait dans des tendances contradictoires.

- *Humaniste (parfois catholique), non-violente.* Certains de ces non-violents (voir la position du MAN, Mouvement pour une alternative non violente) défendent le concept d'une « défense nationale non violente ». Mais quelle nation? Pour défendre quels intérêts?
- *Pacifiste.* Les mouvements pacifistes

comme outil de la bourgeoisie. De plus, dans les trente dernières années, la motivation principale des soutiens populaires à ces mouvements, particulièrement chez les jeunes, même bourgeois (manifestation lycéenne de 1974...), est à chercher ailleurs. Il n'est pas politique, ni moral mais s'appuie avant tout sur le fait qu'ils ressentent durement l'obligation du service.

Du premier statut à l'arrivée de la gauche

Les mouvements antimilitaristes se sont toujours, malgré tout et avec une certaine logique, catalysés autour de la conscription. Au lendemain de la guerre d'Algérie et sous la pression d'un mouvement pacifiste organisé autour de la

grève de la faim de Louis Lecoin, le gouvernement de De Gaulle accorde le statut d'objecteur et libère les prisonniers de 1962. En 1963, la loi passe au parlement où la droite s'attache à restreindre la portée du texte. Le mouvement antimilitariste s'interroge: on peut considérer ce texte comme un acquis mais aussi comme un moyen de limiter ce mouvement en le contrôlant et en le marginalisant.

Ce texte pose de nombreux problèmes: condition d'obtention limitée, affectation contrôlée. Les premiers conflits éclatent dès 1964 lorsque les objecteurs sont affectés dans les camps de sapeurs pompiers. Début 70, arrive le décret Brégonçon qui veut réglementer l'objection: « Ils sont placés pour l'emploi par décision... » page 3



l'ouvrage « Objecteurs, insoumis et déserteurs » de Michel Auvray). Mais pourquoi avoir choisi cette période? Cette période nous rappelle que l'antimilitarisme doit être fondamentalement social et ne peut vivre sans lien avec les mouvements sociaux sous peine de mort certaine, en n'entretenant qu'une conception morale de la vie.

Le « mouvement » antimilitariste est une mouvance idéologiquement très floue. Après la guerre d'Algérie, cette mouvance n'arrivera à se souder que par son rejet du service militaire et le soutien aux réfractaires. A ce titre il est triste de voir l'air dépourvu, à peine caché, de certains antimilitaristes à

connaîtront une grande portée dans les années 80. La France est à ce titre une exception, dont le groupe le plus important, le Mouvement de la Paix, n'arrivera jamais à catalyser les foules et restera un satellite du PCF. Les mouvements pacifistes en Europe, déclenchés par la montée des tensions internationales, connaîtront des manifestations, par exemple en 1983 contre les Pershing, regroupant plus de deux millions de personnes. Mais leur échec est à chercher dans leur extrême diversité: ils ne véhiculaient qu'un consensus stérile et minime.

- *Anticapitalistes et antiautoritaires en militants pour la suppression de l'armée*

EDITORIAL

Qui ne se souvient de Jan Palach, ce jeune Pragois qui s'immola par le feu, en 1968, pour protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie et l'écrasement de la révolution de velours par les armées soviétiques? Ce suicide politique, accompli de manière atroce, fut compris par l'Europe et le monde d'alors comme l'expression tragique de l'impuissance et du désespoir. L'avenir qui s'ouvrait devant Jan Palach et ses concitoyens signifiait le gouvernement de la police politique, la misère matérielle et morale, l'obscurité du despotisme et son cortège de lâcheté et de corruption. Jan Palach leur préféra l'ultime défi, et les flammes qui dévorèrent sa vie furent aussi un brasier de la liberté. Lorsque tout est consommé, ne demeurent peut-être que le geste individuel de révolte, la détermination héroïque, le défi suprême à l'autorité. Le pouvoir fait courber les têtes en exhibant ses instruments de supplices, échafauds, galères, bagnes, goulags, établissements pénitentiaires. Que pouvaient les milliers de chars contre la volonté protestataire de Jan Palach? Et quelle barrière électrifiée aurait pu contenir la force de son appel à la résistance, par tous les moyens? N'y aurait-il pas aujourd'hui, chers concitoyens, à établir un rapport, une relation, quelque chose comme une intention commune, entre le sacrifice de Palach et les grèves de la faim successives et multiples qui se déclarent maintenant dans notre belle France démocratique? Les personnes qui mettent ainsi leur vie en danger ne sont-elles pas comme les symptômes d'un malaise social grandissant et ne peuvent-elles être entendues tels des témoins – le sens premier du mot martyr – des malheurs de notre temps?

Les sans-papiers de naguère et les maîtres auxiliaires d'aujourd'hui ne dénoncent-ils pas l'éloignement, l'inhumanité, la surdité de l'État, indifférent au malheur de quelques-uns de ceux qui vivent sous son autorité, et qui poursuit son chemin coûte que coûte. Pour ceux-là, qui n'ont pas de statut, qui sont hors garantie, rien que des êtres humains, il n'y a plus de recours, plus de médiations. Les si puissants syndicats d'enseignants, pour ne citer qu'eux, parce qu'ils n'acceptent pas qu'on puisse être titularisés sans concours, préfèrent gérer les heures supplémentaires du personnel titulaire que de soutenir les milliers de maîtres aux' qui sont jetés à la rue. Lorsque la lutte collective est impuissante, lorsque les médiations syndicales ou autres sont aussi sourdes et muettes que l'organisation publique, demeure la détermination individuelle de risquer sa vie pour être écouté, le seul droit imprescriptible sans doute!

FP 2520

Procès Boutin - Combat syndicaliste

Le parti du mouvement face au parti de la réaction

AINSI QUE CELA A ÉTÉ annoncé dans un précédent numéro du *Monde libertaire*, un procès opposait, le 17 janvier 1997, la député UDF des Yvelines Christine Boutin et le *Combat syndicaliste*, organe de la CNT.

La salle d'audience, qui peut contenir cent personnes, était pleine à craquer et tous ceux qui n'avaient pu prendre place patientaient dans l'immense hall de la 17^e chambre. Avant le procès Boutin-*Combat syndicaliste*, l'ambiance avait été créée par un conflit opposant la LICRA au journal *National-hebdo*, pour un article antisémite de François Briseau. La routine quoi...

Au début du procès intenté au *Combat syndicaliste*, le président du tribunal a lu intégralement le texte incriminé, ce qui fut une bonne idée, car un grand nombre d'arguments de la défense s'y trouvaient déjà inclus.

Sans préager aucunement de la décision qui sera prise, il faut noter que le président du tribunal fera preuve d'une grande qualité d'écoute pendant tout le procès, qui durera plus de deux heures.

Après la lecture du texte incriminé, le président du tribunal demanda au directeur de publication du *Combat syndicaliste* de présenter sa version des faits et en particulier de préciser le contexte de cette affaire.

Le combat pour l'avortement

De questions en réponses le responsable du *Combat syndicaliste* a été amené à présenter les arguments suivants:

- Cette affaire n'est qu'une des perpétués d'un combat déjà ancien pour la maîtrise du corps, dans lequel un grand nombre d'individus, d'associations, de partis politiques, de syndicats sont impliqués;

- le mouvement libertaire n'est qu'une des organisations partie prenante, mais il a toujours été singulièrement actif depuis un siècle: vente d'ouvrages sur la sexualité, les moyens de contraception; l'affaire Lapeyre-Bartosek en 1934; la participation à la création du Mouvement français pour le planning familial, etc.;

- Enfin, le syndicat CNT est particulièrement engagé dans ce combat car à l'aliénation économique vécue par les hommes s'ajoute l'aliénation corporelle vécue par les femmes.

En ce qui concerne les faits récents, il faut bien sûr rappeler les événements de mars 1996 devant la clinique du Chesnay et les interventions de Mme Boutin à l'Assemblée nationale le 15 mars 1996 où elle n'hésita pas à déclarer:

« Quelques manifestants ont cru bon, hier, de se trouver près de l'Assemblée nationale pour exiger le retrait de cet amendement ou un vote contre. Il s'agissait en fait d'une poignée de militants gauchistes... »

M. Maxime Gremetz: *Oh!*

Mme Christine Boutin... *appartenant par exemple à la Ligue communiste révolutionnaire, à laquelle je regrette qu'on donne satisfaction. La Confédération nationale du travail a même demandé la mort du Parti socialiste!*

Ensuite, il fut montré que dans l'article incriminé seul un paragraphe concernait personnellement Mme Boutin, celui où il était dit:

« La maréchale Boutin à Vichy-sur-Yvelines.

Et dans les Yvelines, nous avons tout ce qu'il faut. Ainsi, que fait Mme Boutin lorsqu'elle n'officie pas au très réactionnaire Conseil pontifical pour la famille entre deux comtesses et un (e) excellence? Elle saint-siège comme parlementaire (PR; CDS), proposant un projet de loi visant à réprimer la provocation à l'avortement.

Les mots « Maréchale » et « Vichy » faisaient évidemment allusion à la période 1940-1944 et signifiaient que dans toutes ses actions et déclarations persiste une nostalgie marquée pour le régime de l'État français des impérialistes.

Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, venait d'être apportée dans une interview publié le 15 janvier 1997 par le journal *Toutes les nouvelles de Versailles*: « Depuis dix ans que je suis député, j'entends souvent parler de la famille, je vois certaines lois d'orientation, mais, concrètement, je n'ai pas le sentiment qu'il y ait adéquation entre la

politique familiale, qui régresse depuis 1945, et l'aspiration des Français. »

Avant 1945, c'est-à-dire 1944, 1943... la politique familiale en France devait être stable ou en progrès!

Aux déclarations s'ajoutent les démonstrations. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans le journal *Libération* du 10 octobre 1996: « Pour Renaissance catholique, association de traditionalistes qui se réclament de l'église de Jean-Paul II, c'était la sixième marche, annoncée en l'occurrence dans l'hebdomadaire lepéniste *Présent*. Le Front national était d'ailleurs représenté dans le cortège par une demi-douzaine d'élus ceints de l'écharpe tricolore, dont la conseillère régionale d'Ile-de-France Martine Lehideux, vice-présidente du parti. Présente également mais plus discrète, l'infatigable Christine Boutin, député UDF des Yvelines qui, en vain, a déposé un amendement anti-IVG en mars. »

L'aide de Constantinople

Le responsable de publication du *Combat syndicaliste* termina son argumentation en notant que le camp des partisans de liberté du choix venait de recevoir un renfort inattendu en la personne de Bartholomé 1^{er}, patriarche de Constantinople. En effet, dans un livre récemment paru, cet ecclésiastique se démarque du catholicisme. Et lecture fut faite à la barre d'un extrait de la note de lecture parue dans le *Monde* du 9 janvier 1997:

« Bartholomé 1^{er} n'a pas de mots assez durs pour condamner « les leçons de morale, les interdits, les intrusions indiscrètes de vieux célibataires dans l'intimité des couples ». Autant d'attitudes qui ne peuvent que s'interposer entre les hommes d'aujourd'hui et le message de l'Évangile.

« Il renvoie à la conscience des couples le choix d'une méthode de contraception, pardonne les divorces, recommande une protection pour lutter contre le sida. A propos de l'avortement lui-même, le patriarche orthodoxe ne craint pas d'afficher son désaccord avec le magistère catholique: si l'avortement est déconseillé, il reconnaît l'existence de situations d'extrême détresse où l'IVG s'impose comme un moindre mal. »

Le responsable du *Combat syndicaliste* concluait en suggérant que Mme Boutin se convertisse à la religion orthodoxe; le président du tribunal suggéra, lui, que le patriarche de Constantinople se convertisse à l'anarchosocialisme! Ce fut l'un des mots « gais » de ce procès fort sérieux, évidemment, par ailleurs.

Après cette audition, le témoins cité par la défense, Flammata Venner vint apporter les clarifications nécessaires sur les liens forts étroits de Mme Boutin

avec les milieux intégristes, si ce n'est avec l'extrême droite.

Après une pause de trois minutes vint le temps des plaidoiries.

Le procureur de la République reconstruit le droit à la polémique et l'évidence de la nostalgie de Mme Boutin pour le régime de Vichy, mais il s'accommoda fort mal que dans un passage de l'article il soit supposé que cette nostalgie aille jusqu'au régime nazi.

Que dire de la plaidoirie de l'avocat de Mme Boutin, laquelle brillait par son absence? Écrire qu'il fut particulièrement nul conduirait peut-être le *Monde libertaire* à un procès pour diffamation - aussi, nous ne l'écrivons pas - et l'on dira seulement qu'il avait l'air de ne pas jouer dans la même catégorie.

La parole revenait en dernier à Henri Leclerc dont les lecteurs du *Monde*

libertaire connaissent et le talent et la force de conviction. Ce n'est pas facile à dire quand il s'agit d'un ami, mais on ne peut passer sous silence que ce jour il nous a fait un grand « truc ». Il n'eut aucun mal à pulvériser les maigres arguments de la partie adverse... et ceux du procureur, en rappelant que la bonne foi était dans son camp, et à y regarder d'un peu près, Vichy a été une des anti-chambres des camps de la mort organisés par le régime nazi...

Ce jour-là, ainsi qu'à son habitude, Henri Leclerc ne défendait pas un client mais une cause, une des causes qui sont les siennes.

Et le verdict? Délibéré le 14 février 1997 à 13 h 30.

Le rapporteur

La prison symbole de la soumission à l'autorité

La prison est aussi individuelle que les causes qui y mènent. Je parlerai donc pour moi et, désolé, de moi. J'ai toujours pensé que l'enfant était le produit d'élevage et l'adulte le produit d'abattoir. Où puis-je me placer dans cette société qui me semble un laminoir? Sans me métamorphoser en un loup-garou écologique, le seul moyen que j'ai trouvé pour vivre est de revendiquer mon animalité, à savoir prendre les risques de l'idée de liberté et ce que j'entends par libre: ne pas me reproduire en captivité, ne pas croire en dieu, être sevré vis-vis du chantage affectif et familial.

Tout le reste découle de ces trois principes. la révolte, la délinquance. la prison et, inéluctablement, la mort. La vieillesse me paraissant ben compromise.

En parlant d'animalité, je n'abaisse en rien mon humanité et en aucun cas je ne nie la science et le progrès technologique, bien au contraire. J'aimerais que toutes ces inventions, créations, ingéniosités humaine servent à cet « animal doué de raison » pour qu'il devienne doué de bonheur.

En cela je ne me sens pas victime de la société, mais otage d'un système de société, une espèce de machine infernale qui m'indigne en presque tout, mais ne m'étonne en rien.

La rébellion vis-vis de l'Ordre tel qu'il est défini: État, religion etc... est une révolte logique. L'emprisonnement en soi n'est pas, à mes yeux, une punition ou une protection pour autrui et moi-même, mais bel et bien une tentative de domestication par la force, la peur, le manque.

Je crois très sincèrement que la prison est la fonction première de la société bâtie sur elle, prenant appui et tirant sa force d'elle, elle: la prison. Par rapport à cela, la question qui me semble logique de poser est: quel est le rôle du détenu dans la société...? Quel symbole fort représente-t-il? Et de quelle manière le pouvoir lit-il et traduit-il ce symbole aux populations dites libres?

Je crois que le pouvoir maintient et maintiendra longtemps les prisons de toutes sortes pour prouver et démontrer visiblement et physiquement que l'enfer existe bel et bien et donc, par déduction son extrême invisible aussi, à savoir le paradis qu'il faut bien sur mériter. Comment? En ayant foi aveuglément en l'Etat et ses chefs.

Pourquoi je parle d'enfer et de paradis, car je crois que le pouvoir c'est rendu compte que les peuples commençaient à désespérer de dieu. Ce Dieu justement les tient en laisse. D'où la création d'un enfer social et d'une promesse de paradis social. La finesse vient que l'un (l'enfer) est visible au point que l'autre devient possible. On nage en plein mensonge, mystification. La subtilité désespérante là-dedans est que la machine tourne toute seule, est autonome. Je ne crois pas que les gouvernements soient lucides et eux-mêmes pris dans cette spirale ne maîtrisent plus rien.

Je pense sincèrement qu'outre dans le domaine de la crapulerie et de la mesquinerie de l'intérêt particulier (ripoux et autres énucléés ils ne sont plus maîtres du devenir social.

Pour résumer mon idée, un humain « naturel » porteur de son animalité et de son intégrité qu'est sa liberté ne peut vivre dans une société artificielle sauf s'il devient lui-même artificiel. Homme soumis plutôt que sauvage.

En conclusion on rejoue la très vieille farce du chaos, à la différence que le monde/société est né d'un chaos artificiel, d'un leurre. Le chaos a créé vie et la société la survie.

D'où l'éternel conflit entre l'automate soumis et social et l'individu libre avec le risque de l'enfermement.

Hafed - détenu à Fleury-Mérogis - Janvier 1997.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Conscription ou pas, nous sommes antimilitaristes !

suite de la première page

du ministre, sous l'autorité de l'encadrement de la formation civile d'affectation... Naissent alors les CLO, et suivront des mouvements antimilitaristes radicaux dans les années 70 (GIT - Groupe d'insoumis rotax; Avis de recherche...). Les CLO se définissent comme une organisation appelant à la lutte contre la militarisation et utilisant souvent l'insoumission comme outil.

Ne pas oublier notre identité

Le premier échec de ces mouvements, c'est la quasi absence de liens avec les mouvements salariés (syndicats...). Mais d'autres attaques seront portées : d'abord par des objecteurs non-violents, proches du MAN, qui provoquent une scission en créant le FEDO (Fédération des objecteurs) qui se transforme par la suite en MOC (Mouvement des objecteurs de conscience). Ils placent leurs actions uniquement sur le service civil en essayant même d'obtenir pendant ce service des stages d'apprentissage aux méthodes non-violentes. Première attaque contre ce nouveau mouvement antimilitariste radical et antiautoritaire essayant de se construire autour de la conscription, les socialistes finirent cette œuvre. Hernu (ministre de la Défense) avait déjà annoncé la couleur en 1974 : « Il ne pourra plus y avoir d'insoumis si la gauche est au pouvoir... si des jeunes ne se soumettent pas, c'est qu'ils sont contre le socialisme. » Avec la gauche au pouvoir, c'est une autre stratégie militariste qui se met en place : plus besoin de camp comme celui du Larzac, de grosses

manœuvres, on élargit même le champ de l'objection avec un nouveau statut, mais on renforce la cohésion entre l'armée et la population avec une bonne tactique médiatique (SIRPA - Service informations renseignements presse armée), protocoles armées-éducation... C'était dans cette perspective, avec un statut d'objecteurs vidé de réel sens politique, que la Fédération anarchiste portait le débat lors des premiers états généraux contre la militarisation organisée en 1989 par le COT (objecteurs tarnais), FA, CNT, MOC, UPE, MAN... Et l'abolition de la conscription à venir (nous ne pouvons nous en satisfaire) ne modifie en rien la problématique d'une militarisation croissante, d'une société de surveillance et de sanctions aux techniques de plus en plus pointues.

Il ne faudrait pas voir dans ce texte qu'un bilan négatif. Malgré tout, l'échec du mouvement antimilitariste est à chercher dans son aspect confusionniste. Il est resté trop flou, se contentant trop souvent d'être un catalogue fourre-tout de revendications. Du coup, il n'a pas réussi à globaliser son combat en le replaçant dans les luttes de contestation plus globales.

L'abolition de la conscription, le rendez-vous citoyen... vont être de nouvelles donnes et tous les antimilitaristes vont y réfléchir pour analyser les nouvelles formes de combat à venir. A nous de ne pas oublier ces erreurs du passé et à placer notre antimilitarisme dans des perspectives révolutionnaires et sociales.

Régis (Tours)



En bref

■ Le dernier numéro d'Alternative libertaire comporte un dossier « Psychanalyse et anarchisme ». On peut toujours l'obtenir par corespondance (100 F belges ou 20 F français, chèque à l'ordre de Roger Noël Roger) au 2, rue de l'Inquisition à 1000 Bruxelles.

■ L'émission de Radio libertaire « La philanthropie de l'ouvrier charpentier » est en intégralité sur Internet : <http://altern.org/rl>.

■ En mars 1996 avait lieu à Grenoble un colloque sur la culture libertaire. Les actes de ce colloque vont bientôt paraître. Pas moins de 37 interventions y sont

transcrites. En souscription jusqu'au 31 janvier pour 100 F. Atelier de création libertaire, B.P. 1186, 69202 Lyon cedex 01

■ Un groupe se constitue sur Evreux, on peut le contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

■ L'association libertaire des audio-lecteurs fait appel à votre solidarité pour faire fonctionner sa bibliothèque sonore à l'usage des handicapés visuels. Elle leur permet d'avoir accès aux ouvrages libertaires et d'être informés autrement que par les circuits officiels. Chèques à l'ordre de l'ALAL, 93, rue Jeanne d'Arc, 75013 Paris.

TOULOUSE

L'insoumis en cabane

LE PROCÈS D'UN INSOUMIS étonne dans notre actualité. Pourquoi s'insoumettre aujourd'hui, pourquoi juger un insoumis à présent, pourquoi soutenir un insoumis de nos jours ? Les réponses habituelles ne résistent plus à l'épreuve d'une mise en perspective historique de ces actes. Au crépuscule de la conscription, ces escarmouches font figure de combats d'arrière-garde. Plus que jamais, l'insoumission questionne sa raison d'être. Parcourant les décennies, nous partions à la recherche du sens de ces tardifs ferraillements juridiques. Peut-être les duellistes révéleront-ils leurs véritables intentions, forçant l'arbitre à se positionner ?

Depuis le début du mois, une affiche noire couvrait les murs de notre ville. Elle citait Léo Ferré : « Si quelques sous n'avaient pas dit « non », contre toute évidence, depuis que nous roulons sous les saisons, nous serions encore dans nos arbres. » Lundi 14 octobre, Thomas Santini illustrait cet aphorisme en emménageant dans sa cabane, suspendue aux platanes de la place du Salin, en face du Palais de Justice de Toulouse. Tout autour, on accrochait des citations plus ou moins célèbres concernant l'armée, la permission, la désobéissance, la prison. En bas, ses amis venus le soutenir installaient leur tente, et expliquaient aux curieux la démarche de leur compagnon.

Les citations, sibyllines, comme la cabane, incongrue, interpellent les passants, excitent leur imagination, invitent à la réflexion, provoquent la discussion. Qu'il s'agisse d'interpréter cette mise en scène ou de juger son contenu, chacun est poussé à s'investir et à s'exprimer. En haut de son arbre, Thomas interroge notre intelligence. Il veut bien sûr parler de son insoumission au service national, de son procès, imminent ; il montre surtout la banalité de sa conduite. Thomas a des convictions antimilitaristes ; il les exprime depuis longtemps et aujourd'hui il les assume, ce qui l'amène au tribunal. Thomas n'est pas un martyr fanatique ; il nous ressemble ; il attire la sympathie.

De son côté, le juge hésite. L'antimilitariste n'a pas le visage d'un ennemi public. La fin de la conscription, annoncée par les plus hautes autorités, incite à la clémence vis-à-vis de ceux qui l'ont toujours dénoncée. Cependant, la législation n'ayant pas changé, le droit doit être appliqué, le prévenu condamné, enfermé. Et pourquoi continue-t-il à se battre puisqu'on lui a accordé une victoire, seulement différée ? Son combat n'est-il pas vain désormais ? Son refus semble dépasser une simple demande de réforme de la loi. Il revendique son délit, prétend récidiver. La désobéissance s'affiche comme une éthique. Ce comportement illégaliste est le plus grave qu'un défenseur de la loi ait à juger.

Un jugement impossible ?

Le jour du procès, le procureur ne cache pas son embarras, demande un report du procès, prétextant l'évolution d'une législation qu'il n'aurait pas eu le temps de comprendre. L'avocat ayant par ailleurs tardivement déposé une requête pour vice de procédure, le juge s'empresse de prononcer l'ajournement du procès. Toutes les parties sont satisfaites, seuls les spectateurs sont déçus. La précipitation, la fébrilité des magistrats montrent leur indécision. Ce qui ne signifie pas qu'ils ont renoncé à frapper. Il est plus vraisemblable qu'ils choisiront dans l'arsenal des peines alternatives à la prison celle qui paraîtra la moins spectaculaire mais la plus contraignante.

Quant à nous, nous ne saurions tolérer la moindre sanction à l'encontre de Thomas. Le préjudice que Thomas porte à la défense armée de la nation ne justifie plus sa condamnation, le juge lui reprocherait brutalement son refus d'obéir aveuglément à l'ordre donné. Le masque rieur de la République portant au front son illustre devise tomberait pour découvrir le visage odieux de la tyrannie. Peu de gens reconnaîtraient la justice d'une sanction sévère ou simplement exemplaire. Une institution démocratique peut-elle négliger le sentiment du plus grand nombre ? Au terme de la plaidoirie, du réquisitoire et du délibéré, seule la relaxe de Thomas pourrait nous satisfaire.

Aucun juge n'a le pouvoir d'assumer une telle décision. Bien plus qu'une vague d'insoumission dans les dernières classes, elle ouvrirait une brèche dans le système du droit et de l'application des lois. En tolérant la désobéissance à un ordre injuste, le magistrat accorderait à chacun la compétence de juger de ce qui est juste ou injuste. La loi perd sa valeur normative du fait de son regard par rapport au vécu social ; le droit perd son caractère obligatoire du fait de son incapacité à gérer le retard de la loi. L'insoumission s'inscrit désormais dans cet espace où le droit vacille ; plus que tout autre, ce délit met le droit en cause, puisqu'il exprime que la transgression des lois. L'occasion de porter l'estocade est inhabituelle, il faut en profiter.

Au-delà du confort du prévenu, l'enjeu du procès de l'insoumis aigüise l'intérêt des libertaires. L'avenir du service national n'est plus débattu, la mêlée s'est déplacée, mais elle concerne d'autant plus nos thématiques. Dans ce duel, aucun des adversaires n'a eu le choix des armes : il s'agit nécessairement d'un combat idéologique, tous les autres arguments étant caducs. Quel que soit le vainqueur, il sera forcé de dévoiler son dessein ; et le spectateur jugera. La tombée du jour annonce l'aube d'une nouvelle bataille.

Jérémie Gilbon. - groupe Albert Camus (Toulouse)

Interview d'Alexis, militant FA de Tours, en procès pour désertion



ML: Peux-tu nous raconter le début de ton histoire par rapport ta conscription ?

Alexis: Mon histoire, au départ, est des plus banales. Comme des millions de personnes, je me suis rendu à ce que l'on appelle les 3 jours qui n'ont finalement duré que sept heures. Sept heures, c'est court dans une journée classique, mais pas lorsque l'on est en casernes... Attendre des heures pour on ne sait trop quelles raisons. Puis il faut se mettre en rang, se faire appeler par un numéro, pisser dans une fiole quand ils nous le demandent. Après leur film nous vantant les mérites de l'armée, son sens de la convivialité et des responsabilités, il a fallu passer les tests de logique. D'une logique pitoyable puisque comme pour tous les sans-diplômes il a fallu par la suite passer un test de lecture ! Sept heures après, un militaire vous oriente à l'aide d'une question qui a dû coûter cher à nombre de jeunes : « Air, terre ou mer ». Je réponds « objection » sans conviction particulière mais certain de ne pas vouloir retourner dans cette caserne. De fait quelques mois après, après de laborieuses recherches infructueuses, me voilà affecté dans une auberge de jeunesse. Et le service s'est transformé en une forme d'esclavage salarial. Nous dormions dans des chambres selon les disponibilités et le plus souvent dans une salle commune ou une pièce insalubre. Les horaires dépassaient la dizaine d'heures quotidiennes et n'étaient jamais fixes. Une vie où le patron est roi et maître dans sa demeure comme je me l'imaginai au 19^e siècle. Dire qu'avant 1939 dans les auberges de jeunesse, il régnait un souffle d'humanisme libertaire ! Personnellement je prenais conscience qu'un patron qu'il se dise de gauche ou pas, ne reste qu'un patron. Au bout de cinq mois, j'arrive à changer d'affectation pour me trouver dans un organisme qui me semblait plus « progressiste » dans ses pratiques, mais qui finalement se servait de nous comme une main d'œuvre pas chère, comme une pompe à fric. C'est au cours de ces mois qu'une prise de conscience s'affirme et commence à se construire : obliger de subir un patron pour une solde de 2200F dans le but de rendre un service à la nation ! Je prends donc quelques contacts avec la coordination « On arrête tout » et déserte dans le courant de l'année 1995.

ML: Depuis que s'est-il passé ?

Alexis: Après quelques menaces de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, mon dossier est parti au ministère. Complété d'une procédure, la gendarmerie a réalisé son enquête en passant à plusieurs reprises à mon domicile. En vain, mais la procédure suit son cours. Onze mois après, je reçois une convocation dans les trois semaines, le 22 janvier

1997, pour passer devant la chambre correctionnelle d'Orléans. La procédure, tant dans son fond que sa forme, paraît absurde. Alors que l'on annonce la suppression de la conscription, à quoi ça rime aujourd'hui de poursuivre les réfractaires ? Alors que l'État, pour son budget 97, a tout simplement « oublié » de mettre une ligne budgétaire pour le remboursement des soldes des objecteurs, et de fait exempté quasiment sur simple demande les objecteurs en recherche de poste, pourquoi me poursuivre ? Pourquoi me poursuivre alors que la convention européenne des droits de l'homme condamne la double durée imposée pour le service civil ? Pourquoi entamer une procédure

contre moi alors que 30 % d'une classe se fait exempter pendant les dits trois jours ? Nous sommes dans une logique, voire même une routine, des plus absurdes, sans logique apparente. Apparente car dans la réalité elle suit une logique impartiale, d'une rigueur totale qui trouve son fondement dans le système autoritaire.

ML: Qu'en est il aujourd'hui du soutien ?

Alexis: Depuis les prises de consciences que j'ai effectué avec le Réseau d'Informations aux Réfractaires, avec en particulier ma confrontation aux idées libertaires j'ai évolué dans ma conception de l'antimilitarisme. Car au delà du refus l'apprentissage du crime comme il est enseigné dans l'institution militaire, au delà du refus de l'obéissance aveugle, de refuser un service de remplacement pour « expier » ma faute d'être antimilitariste, j'ai réellement analysé la logique qui se tramait dans mon refus. Je ne suis pas pour le refus personnel de l'usage des armes, comme je l'ai écrit lors de ma demande de statut. Je suis encore moins pour un dispositif non-violent de « défense nationale » défendu par tous les non-violents et disciples de Gandhi. L'armée est avant tout un outil au service d'un système : le capital et l'État. Et sans remettre en cause les raisons même de l'existence de l'armée notre lutte est dans l'impasse. Que donc cette campagne menée puisse réaffirmer cette réalité : l'armée est un outil, tout comme l'église, les mass médias... au service des États et des capitalistes aussi bien en dehors de « nos » frontières, qu'à l'intérieur pour maintenir un ordre social propice à ses affaires. Aujourd'hui nous sommes pris de court dans la mesure où la convocation au procès est parvenue plus tôt que nous l'avions prévu. De fait vos soutiens nous sont encore plus importants.

Propos recueillis par R.B.

Des centaines de réfractaires...

LE RAPPORT D'AMNESTY International nous confirme régulièrement que plusieurs centaines de réfractaires à l'armée (insoumis, objecteurs-insoumis, déserteurs...) subissent les foudres de la justice. Pour l'année 1995, le chiffre dépasse le nombre le 5000 ! Sur ces 5000 réfractaires, on compte les inévitables témoins de Jéhovah (200-300) ; les réfractaires politiques (100-200 dont une grande majorité dans les pays basques). Qui sont les autres ?

Dans les classes populaires, souvent les jeunes voient dans l'armée un acte initiatique par rapport à la société voire même à sa propre famille : un acte, un passage qui va permettre de se libérer de certaines oppressions. Cela peut surprendre la personne impliquée dans le milieu antimilitariste depuis des années. Mais le jeune qui subit depuis son enfance l'institution scolaire avec souvent comme conséquence les échecs et l'exclusion qui subit parfois les lourdeurs de la vie dans une famille trop souvent autoritaire ressent la future vie militaire comme une libération. Phénomène choquant tout comme les quelques toxicomanes de Strasbourg, il y a quelques années, qui réclamaient la prison. Ce message est lourd de sens car il démontre la véritable misère de dehors, de la vie quotidienne. De plus comme nous le rappelle la récente campagne publicitaire, l'armée ne seulement prétend former une nature humaine (virile et courageuse) mais elle peut donner une formation professionnelle et veut se présenter comme un élément d'intégration professionnelle.

La réelle fonction de l'armée est tout autre mais le tout est d'en avoir conscience. La vie militaire est et reste un acte unique comme le résume très bien ce médecin militaire : « La

puberté sociale est souvent retardée avec le prolongement d'une certaine scolarité. Trop de jeunes réellement atteints psychiquement se sentiraient frustrés s'ils ne faisaient pas leur service militaire. Leur virilité est en jeu... »

A peine rentrés dans les rangs c'est la discipline sans nom : impossibilité de remettre en cause les dires d'un supérieur ou de questionner des règles de vie absurdes (interdiction de s'organiser (association ou syndicat)... Le conditionnement s'effectue dès les premiers jours avec un souci de l'accueil approfondi par l'inévitable bizutage jusqu'au lot de brimades (pompes, corvées...). Cette discipline et cet apprentissage à la servitude est un élément central de l'armée. C'est comme le disent les aumôniers militaires, les aléas de la vie militaire mais qui malgré tout respire la vie chrétienne : dure mais charitable. Accepte le service militaire tel qu'il est. Accepte toi toi-même tel que tu es mets toi au travail dans le champ du seigneur. Il existe des richesses : la solidarité dans une chambre. La découverte des autres. La découverte du travail... »

L'espoir, bien compréhensible, de trouver une vie meilleure, cette course perpétuelle vers on ne sait trop quoi se fracasse souvent face à la bêtise désolante, abrutissante et oppressante de l'institution militaire. Et après quelques semaines passées sous les drapeaux, les opinions changent. Un certain espoir, voire enthousiasme, se meurt et certains (parfois même engagés) craquent. Leur nombre ? Très certainement plus nombreux ; que l'on ne pourrait dans un premier temps penser car l'armée n'a pas volé son surnom de « La Muette ». Par l'impossibilité de toute forme de réactions ou de protestation, le premier résultat de cette violence subie par les militaires de base c'est de la renverser sur soi-même : du suicide à l'automutilation, parfois

pour tenter d'obtenir la réforme ou comme dernier cri d'alarme bien inutile. Inutile car cet acte n'est non seulement pas pris en considération mais il est condamné (pouvant aller jusqu'à de la prison ferme). Par exemple le Monde Libertaire du 8 juin 1995 signalait le cas de 23 militaires à Marseille condamnés pour automutilation à des peines allant jusqu'à 6 mois de prison ferme. Le deuxième résultat, c'est la désertion qui explique le chiffre précédent de 5000. Des centaines de réfractaires isolés de tout soutien, sans avocat (l'armée leur déconseille), passent devant les tribunaux où le juge les condamnera en trois minutes en n'oubliant pas par l'occasion l'éternel discours moraliste.

Certes cette désertion n'est pas réellement politique mais c'est, malgré tout, celle qui a la dimension sociale la plus importante. Et à mon sens un des échecs du mouvement antimilitariste des années 70 et 80 est entre autres à rechercher dans cette incapacité à créer une véritable jonction entre les antimilitaristes politiques et ces réfractaires populaires dits « administratifs » par l'armée. Incapacité, en partie, qui existe aussi, dans les banlieues qui éclatent : révolte logique qui prend naissance dans l'exclusion sociale et politique mais qui ne se transforme rarement en révolte constructive et dans un mouvement collectif contestataire voire révolutionnaire. Et la suspension de la conscription ne modifie pas la norme : le mythe de l'année, l'acte initiatique. La recherche d'un pseudo-virilité entretenue et fabriquée par une société libérale et patriarcale existeront encore. Et des jeunes exclus, « la chaire à canon », qui se fera tuer pour les intérêts des États et des capitalistes, s'engageront pour devenir réfractaires...

R.B.

Cet ar...
sémin...
ce tex...
pacifi...
manqu...
de la g...
guerres...
nale. D...
est la...
capital...
• Vous...
taire, ...
d'éta...
capital...

P...
vie social...
Pour ce...
personne...
monopol...
tion et so...
légalme...
diques, i...
usage en...
frontière...
ment les...
l'extérieur...
pour mai...
sociale e...
l'extérieur...



Après un...
mestre...
l'encou...
de circo...
procès (N...
cacher le...
ment pou...
tion sera...
Aujourd'...
• Toulou...
février (C...
31400 To...
• Tours, l...
d'action...
GLT, c/o...
• Marseil...
taires au...
de soutie...
aux réfra...

L'armée, une seule réforme: l'abolition; un seul moyen: la révolution sociale

Cet article est une contribution de la Fédération anarchiste lors d'un séminaire international pour la paix en 1988. La réédition, en partie, de ce texte nous paraît intéressante, dans la mesure où il situe notre pacifisme dans le cadre d'un processus révolutionnaire. De par le manque de place ce texte comporte quelques incorrections. Il ne traite de la guerre qui au sens classique du terme laissant de côté une des guerres les plus meurtrières, résultat de la politique libérale internationale. De même depuis 1988, nous avons connu une nouvelle mode qui est la guerre humanitaire mais dans la réalité similaire à une croisade capitaliste. Après l'intervention américaine en Somalie, Bush déclarait: «Vous faites le travail de Dieu et vous le faites bien.» Guerre humanitaire, de la Somalie à la Yougoslavie... qui consiste à «tenter d'éteindre le feu allumé par le colonialisme, le nationalisme et le capitalisme pour finalement imposer un système et un ordre mondial.

POUR GOUVERNER et justifier la domination qu'il exerce sur la société civile, l'État prend assumer un rôle d'arbitre de la vie sociale, comme régulateur des conflits. Pour ce faire et assurer «la sécurité des personnes et des biens», l'État se réserve le monopole de la violence légitime, sa gestion et son usage. Seul à pouvoir utiliser légalement la violence (par ses outils juridiques, institutionnels...). L'État en fait usage en deux directions: à l'intérieur des frontières qui définissent géographiquement les limites de son autorité, et à l'extérieur de ses frontières: - à l'intérieur pour maintenir les normes d'organisation sociale et économique capitalistes - à l'extérieur pour maintenir ou étendre son

aire d'influence politique, et celle économique du capitalisme «maison» dont il défend les intérêts. Pour remplir ces fonctions répressives, offensives ou défensives, l'État entretient:

- pour l'intérieur des forces de police qui exercent la violence pour maintenir (dans les limites qu'il juge acceptables) les transgressions de l'ordre économique et social, ainsi que la contestation politique;
- pour l'extérieur des forces armées qui exercent la violence dans le cadre des confrontations internationales inter-étatiques directes qu'on appelle «les guerres».

Plus que dans on ne sait quelle «folie des hommes», leurs causes sont à rechercher dans les tendances bellicistes et expansionnistes de tout système de

domination et d'exploitation. Comme le disait très bien Proudhon: «Ce sont les gouvernements qui, après avoir eu la prétention d'établir l'ordre dans l'humanité, ont ensuite classé les peuples en corps hostiles: comme leur unique occupation était de produire au dedans la servitude, leur habileté consistait à entretenir au-dehors, en fait ou en perspective, la guerre.»

La légitimation de la violence politique

La légitimation de l'usage de la violence par l'État passe obligatoirement par le conditionnement idéologique. Celui-ci est opéré par le système éducatif; la pression globale culturelle des médias et celle des appareils d'influence la propagande officielle en tant que telle: et bien sûr par le conditionnement direct et physique de la jeunesse grâce aux différentes formes de services nationaux. Cette entreprise d'intoxication trouve une traduction complexe et aboutie dans le nationalisme. A la fois esthétique, culte de l'État et mystique communautaire, le nationalisme procède de l'intégration de l'individu à la raison d'État, par l'identification des intérêts particuliers des composantes sociales à ceux de l'appareil d'État. Tout ce qui participe à la «communauté d'intérêts», au «patrimoine historique commun» sur la base d'une identité ethno-culturelle spécifique, est valorisée. L'action du nationalisme est donc double: elle isole un groupe humain de la communauté universelle et simultanément détruit au sein du groupe isolé tout particularisme, toute référence à une origine spécifique. De ce point de vue, autant dire que les concepts de «classes sociales», «d'intérêts économiques distincts ou antagonistes» ne peuvent exister. pas plus que ceux «d'identités régionales». Bien entendu, le nationalisme n'a pas toujours la forme caricaturale du patriotisme criard et va-

t-en-guerre. Des formes modernes de nationalisme sont apparues. Dans les démocraties libérales, le nationalisme prétend trouver sa source dans la démocratie même, et sa justification dans la nécessité de défendre au plan géopolitique les institutions et valeurs qui la sous-tendent. Nationalité et citoyenneté sont ici confondues pour tenter de démontrer que le culte de l'État républicain est celui des dits droits de l'homme. Parfois des valeurs de «morales» voire même «révolutionnaires» (...)

La position des anarchistes peut se résumer à ceci: la capitalisme (sous toutes ses formes) est par nature expansionniste et porteur de conflits. L'État est la structure politique qui lui est indispensable pour préparer, gérer, conduire des guerres. Exploitation économique et domination politique forment un couple indissociable, générateur de guerre. Il est donc inévitable que l'État soit une structure policière et militaire (...).

L'armée, institution «pousse-au-crime»

Mais en fait l'armée n'est pas simple instrument, utilisable à bon ou mauvais escient. Elle s'avère être un corps autonome dont l'influence sur la vie politique reste irréductible, quelle que soit sa marge de manœuvre. Plusieurs raisons expliquent sans doute tout cela. Tout d'abord gestionnaire de la violence institutionnelle de masse et dépositaire du monopole de la mort administrée, elle possède la force. Ensuite, comme toute corporation, elle a ses propres règles, ses propres principes qu'elle nourrit d'une histoire, d'une esthétique, d'une «culture» à part entière. Elle envisage le monde selon ses valeurs et tend à vouloir organiser la société selon son propre mode d'organisation. Parce qu'elle rêve le monde à son image, l'armée fait peser un danger permanent, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Virtuellement, le projet politique et social de l'armée est le totalitarisme (hiérarchie absolue, soumission...). Tendanciellement, sa vocation est d'entretenir une permanence des conflits et des guerres. Sa justification première étant «sécuritaire», elle tend à créer les périls qu'elle dénonce. D'abord dans l'imaginaire par la propagande,

ensuite dans les faits par une surenchère stratégique et la course aux moyens et instruments de mort. Bref, pour l'armée, la dictature n'est pas une mesure d'exception, mais un modèle d'organisation (...).

On le voit, il est d'une urgence absolue pour les populations de s'opposer aux processus militaristes et guerriers. Pour sa part, depuis son origine au siècle dernier, le mouvement anarchiste n'a jamais économisé ses efforts pacifistes. Ce, en s'appuyant sur deux concepts: l'humanisme et la solidarité internationale des exploités (e)s. En effet, l'humanisme se réfère à un instant irréductible et commun à tous les hommes, quelles que soient leur couleur et leur langue. Il permet à l'individu de placer sa conscience au-dessus de la raison d'État, de préférer son appartenance nationale. Issue de l'histoire du mouvement ouvrier, la solidarité internationale revendique elle, par dessus les frontières, une condition et d'intérêt, une solidarité de lutte entre tous les exploités contre tous les exploités.

La révolution et la paix

Pratiquement l'humanisme militant a trouvé sa traduction dans le refus du service militaire. La solidarité internationale doit-elle, s'affirmer dans l'élaboration de stratégie anticapitalistes et anti-étatiques, notamment au niveau syndical et dans l'aidé mutuelle internationale.

Nos tâches sont nombreuses et à court terme:

- diffuser l'information;
- sensibiliser et mobiliser les secteurs sociaux, culturels, associatifs...
- organiser le soutien des réfractaires;
- construire des rapports de forces pouvant immobiliser l'appareil économique notamment dans le milieu du travail (...).

S'il faut, pratiquement, organiser la société et mobiliser les populations contre la guerre, afin de rendre au moins possible l'avenir, il n'en faut pas pour autant perdre de vue que seul un changement radical des rapports sociaux pourra instaurer pour instaurer un ordre durable garant de la paix. «Si tu veux la paix, prépare la révolution sociale».



Nouvelles du front

Après une courte pause, la justice a, dans le dernier trimestre 1996, accéléré les procédures judiciaires à l'encontre des réfractaires. C'est peut-être un concours de circonstance, dans la mesure où lors des derniers procès (Marseille et Toulouse) même les juges n'ont pu cacher leur gêne devant le ridicule de la situation: comment poursuivre des réfractaires alors que la conscription sera prochainement suspendue...

Aujourd'hui, des procès et des actions ont lieu à:

- Toulouse: procès de Thomas Santini à 8 h 30 le 5 février (comité de soutien, 5, rue Sainte-Catherine, 31400 Toulouse);
- Tours, le procès d'Alexis est reporté mais une journée d'action est organisée le 8 février. Comité de soutien: GLT, c/o FA, B.P. 7414, 37074 Tours cedex 2;
- Marseille. La délibération du procès de cinq réfractaires aura lieu le 14 février. Pour contacter le comité de soutien, il faut joindre le RIRE (Réseau d'information aux réfractaires, réseau opposé à la conscription corol-

laire de la militarisation) c/o APOC, 33, rue de la Coutellerie, 13002 Marseille. Des actions ont aussi lieu à Nancy, Montpellier... informations via Marseille.

Du côté des objecteurs de conscience, en service civil, le MOC est aujourd'hui incapable de créer un quelconque rapport de force en ayant abandonné les actions de désertion collectives. A noter malgré tout la récente création d'une section syndicale d'objecteurs à la CNT de Lille (1-2 rue Denis-du-Péage Lille). La situation des objecteurs devient de plus en plus catastrophique (difficulté de trouver des postes) dans la mesure où non seulement l'État a beaucoup de retard dans les remboursements des soldes mais que dans le budget 1997, la ligne relative à ces remboursements a été supprimée... Actualité gouvernementale importante avec la nouvelle loi relative à l'organisation de l'armée, du rendez-vous citoyen et d'une nouvelle forme de service civil, prétexte pour se garder sous le coude un main-d'œuvre pas chère...

Régis. - Groupe libertaire de Tours

**Au Service des ETATS
et des CAPITALISTES**

L'ARMEE

**REPRIME
et
OPPRIME**

Impose un Ordre Mondial
Casse les Luttes Sociales

FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amiel Paris (11e)

Affiche éditée par le groupe libertaire de Tours. Format 50 x 70 cm. 70 F les 50 exemplaires (port compris). Utopia, 32, rue Carnot, 37000 Tours, chèques à l'ordre de Manta

Névroses individuelles et collectives

FREUD NAQUIT LE 6 MARS 1886 à Freiberg en Moravie (Autriche) et mourut le 23 septembre 1939 à Londres.

A dix-huit ans, il était juif laïc dans une Autriche étroitement catholique. Les phrases suivantes très succinctement son attitude générale. Il dira « traiter la religion comme une affaire humaine » ; « l'adoption de la névrose universelle, la religion, dispense l'homme de former une névrose personnelle », ou encore « Les doctrines religieuses offrent au croyant la possibilité de tenir ses désirs pour des réalités. »

La lettre du 5 décembre 1927 que lui adresse Romain Rolland et son « sentiment océanique » dans lequel l'homme de lettres voit la source de la religiosité donnent à Freud l'occasion de préciser les idées qu'il se fait du narcissisme de la première enfance et de la religion comme « délire de masse ».

Ses analyses font l'objet de deux ouvrages : « L'avenir d'une illusion » (1927) et le « Malaise dans la civilisation » (1930). Les observations suivantes, formulées brièvement, sont développées dans son livre « L'avenir d'une illusion ». Lorsqu'on a vécu au sein d'une culture déterminée, on éprouve la tentation de se demander par quelles transformations elle est appelée à passer.

Les hommes vivent, en général, le présent avec naïveté mais s'ils veulent porter un jugement sur ce qui est à venir, ils doivent obligatoirement essayer de connaître ce qui s'est passé et le présent. Souvenons-nous cependant de l'incertitude qui s'attache, très généralement, à toute prédiction. Freud dédaigne de séparer culture et civilisation qui englobent tout le savoir et tout le savoir-faire des hommes pour dominer les forces de la nature et de gagner sur elles des biens pour la satisfaction des besoins humains, régler les relations des hommes entre eux et la répartition des biens accessibles.

La lutte pour et contre la culture

Pourtant chaque individu est virtuellement un ennemi de la culture et des sacrifices qu'elle attend d'eux. Il interprète la culture comme si elle était imposée à une majorité récalcitrante par une minorité qui s'y est entendue pour prendre possession des moyens de puissance et de contrainte conditionnés par les imperfections des formes de culture qui ont été développés jusqu'à maintenant.

Il semble que la culture doive s'édifier sur la contrainte et la répression pulsionnelle. Il faut, selon moi, compter avec les faits que, chez tous les hommes, sont présentes des tendances destructives, donc antisociales et anticulturelles. Ainsi, les dispositifs culturels ne peuvent être maintenus que par une certaine dose de contraintes, le travail ne suscitant pas un plaisir spontané et les arguments ne pouvant rien contre les pouvoirs.

Nous venons de glisser inopinément de l'économique au psychologique.

La culture instaure les premiers interdits avec le détachement de l'état originare d'animalité (inceste, cannibalisme, plaisir du meurtre, etc.). Tout enfant met en évidence le processus d'une telle mutation ne devenant moral et social qu'en passant par elle. Il va s'en dire cependant qu'une culture qui laisse insatisfait un si grand nombre de participants et les pousse à la révolte n'a aucune chance de se maintenir durablement et ne le mérite pas non plus.

Chaque culture s'arroge le droit de tenir l'autre en piètre estime et les idéaux culturels deviennent une occasion de se désunir et de devenir ennemis.

La satisfaction narcissique d'un idéal culturel contrecarre avec succès

tâche, exorciser les effrois de la nature, réconcilier avec la cruauté du destin en particulier tel qu'il se montre dans la mort et dédommager des souffrances et des privations qui sont imposées à tout être humain. Tout ce qui est bien trouve sa récompense, tout ce qui est mal sa punition, sinon dès cette vie dans les existences ultérieures qui commencent après la mort. Les hommes pensent ne pas pouvoir supporter la vie s'ils n'accordent pas à ces représentations la valeur qui est revendiquée par elles.

Dieu est le père exalté, la désiraance pour le père est la racine du besoin religieux. Quelle est donc la signification psychologique des représentations religieuses ? Ce sont des dogmes, des énoncés, sur des faits

appliquant un travail scientifique : l'observation et la pensée. Rien ne nous retient alors de nous tourner vers notre propre essence.

Nombreux sont ceux qui, pourtant, trouvent dans les doctrines religieuses leur unique réconfort, ne pouvant supporter la vie que grâce à son aide. L'homme a encore d'autres besoins impérieux, qui ne peuvent jamais être satisfaits par la froide science. Souvent, l'intelligence cède la pas à la vie pulsionnelle, les individus sont « dédommagés » par des nourritures intellectuelles.

La psychanalyse mène au déni de Dieu et de l'idéal moral. La religion a cependant grandement influencé la culture humaine, mais elle n'a plus aujourd'hui la même force parce qu'elle apparaît moins crédible. Dieu

est, par exemple, impliqué dans l'interdit du meurtre mais c'est l'influence religieuse et non la compréhension de la nécessité sociale qui l'a créé. C'est-à-dire que la religion nous fait part alors de la vérité historique en la travestissant.

Nous savons que l'enfant ne peut devenir un homme et mener à bien son développement vers la culture sans passer par une phase de névrose plus ou moins nette. Cela vient du fait que l'enfant ne peut pas réprimer par un travail rationnel toutes ses revendications pulsionnelles. La plupart de ces névroses d'enfant

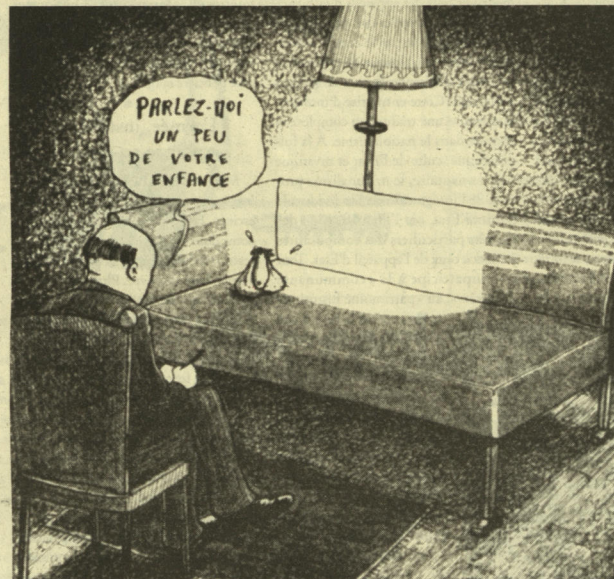
sont spontanément surmontées durant la croissance. On devrait appliquer cette même orientation pour que l'humanité renonce aux forces purement affectives, en raison de son ignorance et de sa faiblesse intellectuelle, pour réaliser les renoncements pulsionnels indispensables à la vie en société.

La religion serait donc la névrose de contrainte universelle, comme celle de l'enfant, elle serait issue de complexe d'Œdipe, de la relation au père. Il conviendrait de remplacer les succès du refoulement par les résultats du travail rationnel de l'esprit. La tâche qui nous est assignée consiste donc à réconcilier les hommes avec la culture.

Retarder le développement sexuel et hâter l'influence religieuse ne sont-ils pas les deux points principaux du programme de la pédagogie d'aujourd'hui ? Ensuite, lorsque s'éveille la pensée de l'enfant, les doctrines religieuses sont devenues d'ores et déjà inattaquables.

C'est une entreprise insensée que de vouloir supprimer de force et d'un seul coup la religion. Le croyant ne se laisse pas arracher sa croyance. L'infantilisme est destiné à être surmonté, n'est-ce pas ? L'être humain ne peut pas rester éternellement enfant ; il faut qu'il finisse par sortir à la rencontre de la vie « hostile ». Il est permis d'appeler cela « l'éducation à la réalité ». Notre science n'est pas une illusion mais ce serait une illusion de croire que nous pourrions recevoir d'ailleurs ce qu'elle ne peut nous donner. Nous voulons dès cette terre édifier l'empire des cieux Il pousse ici-bas assez de pain Pour tout les petits de l'homme Le ciel, nous le laissons Aux anges et aux moineaux Un conte d'hiver, Heinrich Heine.

Joseph Martinez



l'hostilité à la culture. Une autre satisfaction est celle accordée par l'art mais requise par un travail épuisant pour ceux qui peuvent bénéficier d'une éducation personnelle.

En quoi consiste cependant la valeur particulière des représentations religieuses ? On sait que le véritable fondement de l'existence de la culture c'est de nous défendre contre la nature. Pourtant aucun être humain ne cède au leurre de croire que la nature est, dès à présent soumise à notre contrainte. Ainsi l'énigme douloureuse de la mort. La nature s'élève contre nous, grandiose, cruelle, inexorable : elle met sous nos yeux notre faiblesse !

Croire en dieu ou mourir

Comment l'individu se met-il en position de défense contre les surpuissances de la nature, du destin, qui le menacent, lui comme tous les autres ? La culture le décharge de cette opération.

L'être humain donne à la nature un caractère de père, il en fait des dieux selon un modèle infantile mais aussi phylogénétique (totem, tabou). Les dieux conservent leur triple

et situations qu'on n'a pas trouvés soi-même et qui revendiquent qu'on leur accorde croyance. Ils méritent croyance parce que nos pères y ont cru. Les preuves proviennent toutes du passé, ainsi la survie de l'âme individuelle. Les dogmes sont des illusions : le secret de leur force, c'est la force des souhaits. Ainsi : l'instauration d'un nouvel ordre moral assurant l'accomplissement de l'exigence de justice ; le prolongement de l'existence terrestre par une vie future... Le messie lui-même est une illusion au même titre que le délire de la jeune fille qui attend qu'un prince viendra un jour la chercher... Celui qui se contente avec humilité du rôle infirme de l'homme dans le vaste monde, celui-là est irréligieux dans le sens le plus vrai du mot.

D'autres fonds culturels et par lesquels nous laissons dominer notre vie, ne seraient-ils pas de nature analogue ? Nos dispositifs étatiques, les relations entre les sexes, ne doivent-ils pas être appelés illusions ? Voir illusions érotiques.

Cette méfiance éveillée, nous nous efforçons d'apprendre quelque chose de la réalité extérieure en

à la petite semaine

Le charlatan hexagonal

Clowns pour clowns, nous continuons ici de préférer ceux des petits cirques de campagnes à ces pitoyables hommes de cour, artistes et écrivassiers de renom, qu'une showbization sociale généralisée a placés sur le devant de la scène politique où se joue en permanence le même spectacle désuet.

Devenus maîtres à penser en rond, commentateurs du ronron, ils professent un avis sur tout, comme le pape, racolent au profit des illusionnistes quand sonne l'heure des grands-messes électorales, puisant leur inspiration chétive et à bout de souffle dans l'antichambre des partis, des ministères, où une avoine enrichie leur est dispensée à foison pourvu qu'ils annoncent correctement et en cadence.

Parfois mal récompensés de leurs bons et loyaux services, certains, aigris, tel un Régis Debray, Malraux raté d'un monarque de gauche aujourd'hui disparu, se retirent un peu, le temps de soigner ces intimes blessures de l'âme qui toujours finissent sur le bureau d'un grand éditeur.

Il en fut ainsi, plus rageusement, de cet Hallier mort sur une plage de Normandie, déçu mitterrandien que ses gestuculations cabotines et ses rancœurs antisocialistes firent passer pour un esprit libre auprès des lecteurs du « Figaro magazine ». La larme à l'œil, Pauwels, d'Ormesson, Mouroussi, Bouvard, Séguéla, le capitaine Barril, fossyeurs permanents de l'intelligence indocile, ont rendu le nécessaire hommage du vice à cette fausse vertu qui était l'un des leurs.

La pensée ultraractionnaire, la crétinisation télévisuelle, la publicité et l'uniforme, croque-morts de ce faux idiot international mais authentique charlatan hexagonal : dis-moi qui te porte en terre, je te dirai qui tu es.

Floral

La stratégie de l'escargot

La strategia del caracol. Sergio Cabrera

ARTE MONTRE LE 31 JANVIER 1997 À MINUIT un film tonique et populaire qui pourrait remonter ses taux d'écoute de façon spectaculaire, s'il était programmé à une heure plus décente. Sergio Cabrera, né en 1950 à Medellin (Colombie), s'installe avec ses parents, metteur en scène et acteurs, en Chine alors qu'il a dix ans. En 1967-68, il étudie à l'université de Pékin le cinéma, participe à la révolution culturelle. En 1968, de retour à Medellin, il fait du théâtre et participe à la guérilla. Après un autre séjour en Chine, il poursuit ses études de cinéma en Angleterre. Ensuite, il se fait connaître comme caméraman et acteur, scénariste et monteur. Ses séries réalisées pour la télévision ont remporté de nombreux prix. Mais son film le plus célèbre est à ce jour « La stratégie de l'escargot » qui conte la lutte aussi originale qu'intrépide que les locataires d'un vieux immeuble au centre de Bogota livrent aux promoteurs et notables pour refuser, unis, l'expulsion. Les habitants de la maison en question pourraient toutes et tous avoir accompagné le réalisateur sur ses chemins si divers d'apprentissage et de formation. Chacune et chacun a ses particularités, ses talents, ses phobies et le tout ne ressemble ni à Clochemerle ni à la désolation des grandes cités. Chaleureusement et violemment, on s'apostrophe, s'interpelle, s'engueule, se réunit et se combat! Mais tout le monde résiste, tout le monde vit sous un toit et c'est ce toit sur la tête qu'on veut leur retirer. Les ruses seront innombrables; le résultat incertain. Mais la verve et l'humour, les débordements de toute sortes fournissent un spectacle inoubliable et évidemment, on ne dévoilera pas les méthodes employées pour rester dans le respect de la loi et pour vaincre quand même! Mais si vous réfléchissez sur l'escargot et sa façon particulière de vivre et de bouger en unisson avec sa maison... vous allez peut-être même deviner! regardez, le 31 au soir...

Heike Hurst (Fondu au noir)

LECTURE

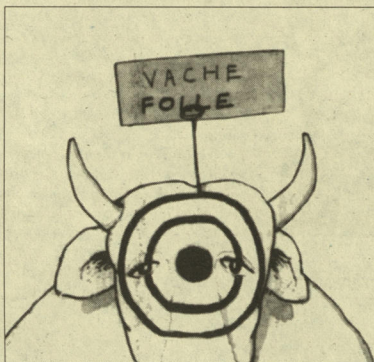
VOUS AVEZ L'HABITUDE de voir les dessins de Brouck dans le *Monde libertaire* où ils égayent les articles pas toujours folichons de nos plumitifs militants. L'a propos de ces illustrations pourraient vous faire croire qu'elles ont été réalisées au pied levé en fonction des besoins rédactionnels, ce n'est pas le cas. Depuis 1993, Lionel Brouck nous autorise à reproduire ses dessins. Et, ces dessins, nous les piochions jusqu'à une époque récente dans ses premiers albums (Auto-psy et Les salauds se portent bien), sans nous en lasser vraiment. Il y a quelques jours, nous avons eu l'agréable surprise de découvrir dans le courrier adressé au comité de rédaction sa dernière auto-édition: Boucherie-charcuterie chez Brouck. Tout un

Boucherie Charcuterie

programme! Mais ne vous y trompez pas, les vaches folles ne sont pas les seules à être croquée avec le talent mordant que l'on connaît à Brouck. Il y a là de quoi vous distraire pendant un bon moment... Jusqu'en avril 1997, au moins, puisque la sortie de deux albums est annoncée pour cette époque: La totale et Des espoirs. Alors, on n'a pas de raison de s'inquiéter, le rire ne se perdra pas encore cette année.

Alain L'Huissier.
(FA - Groupe de la Villette)

Boucherie charcuterie chez Brouck - En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 60 F.



Wanted...

Institut à Bonaventure

NOTRE PETITE RÉPUBLIQUE éducative recherche pour septembre 1997 une enseignante ou un enseignant de formation pour s'intégrer dans l'équipe pédagogique, composée de trois personnes, et travaillant à mi-temps avec les enfants.

Les pédagogies utilisées sont empreintes à tout l'arsenal des pédagogies libertaires, antiautoritaires...

Il s'agira pour cet enseignant de participer également à la vie associative et éducative de Bonaventure soit trois heures de réunion hebdomadaire pour la coordination et la mise au point des projets des enfants au sein de l'équipe pédagogique, trois heures de réunion parents/équipe pédagogique par mois et

un investissement personnel pour la prise en charge de réunions publiques, de liaison avec d'autres centres éducatifs ou associations s'il le souhaite.

Pour l'instant les deux enseignants précédents (femme et homme) étaient membres de l'ICEM (Mouvement Freinet) et participaient aux échanges de travaux et d'écrits avec d'autres classes du mouvement Freinet dans le cadre du groupe départemental.

Quelques avantages notables: pas de hiérarchie dans l'équipe pédagogique, une vie associative riche, une classe unique pouvant aller jusqu'à 15 enfants maximum (avec 3 adultes), un poste à mi-temps, des outils qui ont été élaborés durant les trois années précédentes (la liaison pourra être assurée avec l'ancien

instituteur), des bâtiments lumineux avec du matériel (BCD, ordinateurs), un moyen de transport propre à l'association (J9). Il faut également avoir envie de travailler avec d'autres personnes comme les parents, les intervenants et accepter de recevoir souvent des invités, enfants et adultes au cours de l'année dans Bonaventure...

Enfin, le permis de conduire, et un véhicule paraît indispensable!

Difficile d'expliquer en quelques lignes le projet! Impossible d'imaginer vraiment quelles aventures vous vivrez en venant partager et confronter vos rêves à la réalité de cette utopie vivante!

Alors, envie de liberté pédagogique, envie de mettre en pratique des projets avec des enfants et pour seules contraintes le temps (seulement 24 heures par jour) et parfois les finances!

Contactez-nous, écrivez! Informez d'autres enseignants!

Quelques besoins en matériel:

Pour mettre en place des ateliers, les activités, les apprentissages à Bonaventure comme ailleurs, le petit matériel est indispensable surtout lorsqu'il est périssable.

Nous comptons donc sur vous pour nous envoyer ou nous faire parvenir tout ce qui peut être utile aux enfants: crayons à papier, crayons de couleurs, feutres, colle en tube, colle pour maquette, rouleaux adhésifs et collants divers, punaises, peintures pour supports papier, peintures spéciales pour bois, carrelage, verre, pochette plastiques, fiches Bristol tout formats et coloris, papier autocollant blanc et couleur... Impossible de clore cette liste car vos apports possibles non listés ont de grandes chances de nous intéresser!

Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites instantes du ministère de l'Intérieur Des fonctionnaires de la police nationale y étaient qualifiés entre autres de « parents douteux »... Nous allons à partir de maintenant sacrifier au rituel de l'information hebdomadaire et vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Quand le ministre de l'Intérieur bavait sur la police

A tout « saigner » tout honneur, nous commençons notre série d'articles par un extrait du *Canard enchaîné* du 29 novembre 1995. Jean-Louis Horeau, dans un papier intitulé « Quand Debré bavait sur la police », nous rapportait qu'en 1986, Jean-Louis Debré, ci-devant ministre de l'Intérieur, avait commis un roman: « Le curieux ». J-L Horeau qualifiait même ce roman de « véritable pamphlet contre la flicaille ». L'auteur de « Le curieux » stigmatisait « la duplicité, la veulerie et pour tout dire la malhonnêteté de l'appareil policier, depuis le ministre de l'Intérieur jusqu'au commissaire de base... »

Extraire une phrase capable de traduire à elle seule, en condensé, la charge anti-flicaille contenue dans « Le curieux » paraît chose difficile. Nous pensons que le choix opéré par J-L Horeau fut judicieux quand il conseillait à J-L Debré de « ne pas oublier, à son tour, ce qu'est un homme... », faisant directement allusion à l'assertion du romancier-ministre qui écrivait dans « Le curieux »: « Tu ne connais rien aux hommes, préfet: tu fréquentes trop les flics... ». Brassens, en 1953 créa « Hécatombe », une chanson dans laquelle il nous décrivait le dantesque affrontement qui opposa les furies du marché de Brive-la-Gaillarde et les pandores du coin. Les ménagères du Sud-Ouest qui criaient à l'occasion « vive l'anarchie », « leur auraient même coupé les choses

Par bonheur ils n'en avaient pas »

Notre pote Brassens ne fut pas inquiété par la maréchaussée pour cette ablation testiculaire.

Pas plus du reste que ne fut inquiété le romancier-ministre J-L Debré, même si dans « Le curieux » il ne laissait pas planer de « doute » quant à la propension de ceux qui composent la gent policière à n'être point des hommes, et à se vautrer très souvent dans le douteux...

A la semaine prochaine pour de nouvelles aventures, en direct des fonctionnaires « baveurs ».

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 30 à 13 h 30 :

Pensées à débattre reçoit Jacques Lesage de La Haye à propos de « Pour une psychopolitique du corps, une analyse reichienne »

samedi 1^{er} à 10 heures :

La philanthropie de l'ouvrier charpentier aura pour thème : Internet

samedi 1^{er} à 11 h 30 :

Chronique syndicale aura pour thème : chômage-précarité « La formation », avec la CNT

samedi 1^{er} à 23 heures :

L'harmonie du monde consacrera son programme au compositeur suisse Ernest Block.

NOISY-LE-GRAND

Une chapelle pour les enfants de Pétain

IL Y A UN AN ENVIRON le Monde Libertaire appelait à manifester contre la pose de la première pierre d'une chapelle de la « Fraternité sacerdotale Saint Pie X » à Noisy-le-Grand, en Seine-St-Denis. Depuis cette manifestation les colistiers non socialistes de Pajon, maire PS qui a accordé le permis de construire autoritairement, ont lancé un collectif de vigilance et d'action sur la ville. La plate-forme malgré ses réserves a été signée

par le groupe Sacco-et-Vanzetti. La branche libertaire, après l'arrivée du groupe de « la Souris Noire » du SCALP, a été renforcée par l'UD CNT 93. Le collectif n'a plus rien à voir avec un conseil municipal parallèle.

Depuis novembre quelques actions ont été menées soit d'une manière anonyme (dépôts répétés de paquets de couches usagées sur le chantier) soit collectivement :

- les délégations des signataires ont

recouvert de peinture les inscriptions racistes qui souillaient la ville et que le maire refusait de faire retirer par ses services, pourtant prompts à protéger les panneaux « d'affichage libre ».

- un collage de la plate-forme pour faire connaître le collectif à eu lieu.

- les 12 et 13 janvier apparition publique et massive sur le marché pour faire signer la pétition au grand dam des vendeurs du Front très agités malgré l'hiver.

Une réunion-débat sur l'ordre moral et les femmes, qui doit s'inscrire dans la campagne pour les Assises des Droits des Femmes, est en préparation.

Cette chapelle située au 10-12, rue Jules-Ferry (sic) doit être inaugurée le 11 novembre 1997. Déjà les vieilles pierres qui ont été acheminées en banlieue sous la protection de la police s'empilent et s'élèvent au dessus de la palissade.

Réagissons pour montrer que les sectaires veulent troubler l'ordre public et commençons la mobilisation dès aujourd'hui pour contrer l'inauguration.

Bernard
(Groupe Sacco et Vanzetti)

GENERATION MITTERRAND

PAJON autorise la construction d'une chapelle* pour les enfants de PETAIN

*10 12, RUE JULES FERRY à NOISY-LE-GRAND



REAGISSONS

Groupe SACCO et VANZETTI

Fédération anarchiste

MORBIHAN

Maryflo, une grève pour la dignité

TOUT A BASCULÉ le 8 juillet 1996 pour ces ouvrières des établissements « Maryflo ». Ce jour-là, dans cette petite entreprise de confection se trouvant dans la commune de Kervignac, dans le Morbihan, les ouvrières ont vu arriver un nouveau directeur. L'ancien a disparu comme ça, malade dirent les patrons, mais en fait licencié, apprendront un peu plus tard les salariés de l'entreprise.

A cette époque, rien ne laissait supposer que l'ambiance dans les ateliers allait dégénérer... Rien sauf que Mme Guétat, la p.d.-g s'était distinguée à Braff, une autre boîte d'Hennebont, la ville d'à côté. Mme Guétat y était directrice et estimait en bonne directrice que les ouvrières ne travaillaient pas assez. Elle eut la drôle d'idée de faire mettre des caméras vidéo dans toute l'entreprise, certaines nettement braquées sur les délégués du personnel. Bien sûr, il y eut grève et les caméras disparurent, enlevée par un huis-cier car cela est illégal... A Maryflo, Mme Guétat ne fit pas la même erreur et engagea un directeur de choc, M. Le Bruhec, pour mater ces filles qui n'avaient pas l'habitude de gueuler. Il n'y avait pas de syndicat à l'époque.

« Vous êtes mes jouets, je vais vous briser comme je veux... »

Une quinzaine de jours après l'arrivée de ce monsieur, les brimades ont commencé. Il n'a pas fait dans la dentelle: harcèlement régulier pour les cadences, interdiction pour les représentants du personnel de prendre leurs heures de délégation, congés de maladie non tolérés... injures, insultes... « Salopes, putains, pétasses je vous crache dessus et je vous refille le sida » ou même « je vais vous bourrer dans la gueule, bonnes à rien, vous avez vos règles ou quoi ? au lieu d'aller aux toilettes, serrez les cuisses... »

Ambiance sympa non ? Ça donne envie d'aller bosser... Il est clair que le chômage permet aux patrons de

mettre la pression. Plusieurs cas ont vu le jour dans la région : à Braff il y a un an avec la vidéosurveillance; à Quinperlé il y a quelques mois dans l'usine Bigard avec l'affaire de la pause pipi (les ouvrières ont gagné après une grève dure). Mais aussi à Gestel dans une maison de retraite « Atlantis » une employée a osé se plaindre de la mauvaise qualité de la bouffe donnée aux résidents, elle fut aussitôt licenciée et ses camarades, qui ont lancé un mouvement de grève pour la soutenir ont été remerciés à leur tour, ce qui est tout à fait illégal.

Le chantage à l'emploi ne suffit pas, les patrons veulent encore plus, qu'importe les conditions de vie de leurs employés (e) s. Le cas de Maryflo n'est pas isolé, mais aujourd'hui, les ouvrières n'en peuvent plus et refusent d'être des esclaves. Quatre-vingt-cinq sur les cent dix salariés ont cessé le travail, organisés en piquet de grève, et sont bien décidés à reprendre le travail quand leur patron Le Bruhec sera parti.

Nous ne pouvons qu'être solidaires de leur lutte car leur combat est aussi le nôtre. C'est une lutte pour la dignité et c'est pourquoi elles doivent gagner. Malheureusement, comme le dit Le Bruhec, « Moi je retrouverai du boulot si l'usine ferme, mes valises sont prêtes. »

C'est bien là le problème et on peut plaindre déjà les pauvres qui le récupéreront. Espérons et luttons pour qu'un jour on arrive à chasser à jamais ces négriers. Les ouvrières de Maryflo ont-elles conscience que les patrons ont besoin d'elles, mais qu'elles n'ont pas besoin d'eux ?

Laurent - Groupe de Lorient

Une fête de soutien aux ouvrières grévistes des Ets « Maryflo » est organisée vendredi 31 janvier à la salle des fêtes de Lanester.

Cette fête commencera à 20 heures; elle est organisée par le groupe Francisco Ferrer de la Fédération anarchiste. Tous les bénéfices de cette soirée seront versés aux ouvrières en lutte.

Du bon usage du charter

Avez-vous entendu parler du Front de libération des nains de jardins ? Un groupe (Deux ? Trois personnes ?) enlève des nains de jardins des pelouses bien tondues entourant les pavillons des blaireaux pour les « libérer » et les « relâcher » en forêt... tout en convoquant la presse. Ça s'appelle brasser de l'air ou bien se faire mousser, à moins que cela ne relève de la psychanalyse, voire pire...

Les nains de jardins sont bien évidemment à leur vraie place dans les jardins des beaux; ils permettent ainsi au passant d'identifier le propriétaire avant même d'avoir eu l'occasion de lui adresser la parole. On sait à qui on a affaire...

Pourquoi donc vouloir les « libérer » ? Tant de combats utiles et non surréalistes sont à mener dans notre si courte existence... Il s'agit donc d'une diversion (ou d'un divertissement) par rapport à l'essentiel. C'est tellement évident...

Je propose donc - cette expression extrême de la bêtise aura eu ce mérite - d'organiser sur le champ (ou le jardin, tiens !) un Front de libération des cons, car en fin de compte c'est bien la connerie le principal handicap sur cette planète et c'est bien elle qui compromet l'avenir. Il faut donc libérer les cons et les relâcher dans les plus brefs délais à l'endroit même où ils ne chagrineront plus leur environnement: le plus loin possible. Ah, oui, je vois d'ici mon cher lecteur sourcilier, soupçonnant: « L'Atèle est en train de résoudre le problème de l'emploi... »

Il est vrai que la tâche est immense. Depuis l'auteur de la connerie jusqu'au pisse-copie qui s'en fait le porte-voix, la pénurie de matière grise est flagrante.

Que faire donc de tous ces cons ? Je propose ni plus ni moins qu'un camp de concentration, ainsi non seulement on se débarrasse d'un fléau mais on arrose l'arrosoir: un plaisir !

L'urgence est donc l'organisation d'un convoi de charters pour la lune, et qu'on en finisse ! Le Front de libération des cons est promis à un bel avenir.

L'Atèle

Site: <http://www.geocities.com/Paris/7645>
23 janvier 1997

A G E N D A

jeudi 30 janvier

PARIS: L'association La Gamberge organise une réunion sur la montée de l'extrême droite, une spécificité française? salle Martin Luther King, 32, rue Olivier Noyer (14e).

vendredi 31 janvier

PARIS: Le groupe libertaire Louise Michel organise une conférence-débat à 20 h 30 sur l'immigration et le Front national; quefaire contre la pénétration des idées, des pratiques d'extrême droite dans nos quartiers, dans nos entreprises? 10, rue Robert Planquette (18e).

samedi 1er février

PORTES-LES-VALENCE (26): « Nuit blanche pour chansons noires » est un spectacle de chansons libertaires avec Jehan, Alain Aurenche, Louis Capart, Christian Paccoud, Serge Utgé-Royo. Au Théâtre, 1, rue Aragon, de 20 heures à 2 heures; réservation obligatoire (Tél.: 04 75 14 55). Prix: 130 F (incluant le buffet). Table de presse de la Fédération anarchiste et de la Librairie La plume noire.

MARSEILLE: Le groupe local de Greenpeace organise une conférence-débat consacrée aux problèmes posés par le traitement, le stockage et le transport des déchets radioactifs, et en particulier en Provence (production du MOX à Caradache et Marcoule; projet d'enfouissement des déchets radioactifs dans le Gard). Amphithéâtre de chimie de la faculté Saint-Charles de 16 h 30 à 19 heures.

ORANGE: Le groupe anarchiste « Avenir » manifera (hors la manifestation « républicaine ») contre la tenue du congrès départemental du F Haine. Rendez-vous devant l'Arc de Triomphe à 14 heures.

DIEPPE: Le groupe Clément Duval accueillera J-P Jacquinot, co-auteur du livre « Histoire méconnue et oubliée du syndicalisme Havrais 1907-1939 ». Cette conférence sera suivie d'un débat sur le thème: « L'anarchisme alternatif au libéralisme ». Petite salle de la mairie à 14 h 30

jeudi 5 février

ROUEN: Projection publique et gratuite du film « La balade des sans-papiers » à 20 h 30 à la Halle aux Toiles organisée par le groupe de la Fédération anarchiste.

dimanche 8 février

TOURS: Journée d'action antimilitariste organisée par le groupe libertaire. A 15 h 30: rassemblement de soutien à tous les réfractaires, place Jean-Jaurès. A 20 h 30: nuit de la vidéo antimilitariste à Utopia, 32, rue Carnot.

abonnez-vous! • abonnez-